Étude de cas

Le Resafad. Une initiative de la coopération française

Jean Valérien

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2751>

DOI : 10.4000/ries.2751

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 23 septembre 1999

Pagination : 97-99

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean Valérien, « Étude de cas », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 23 | 1999, mis en ligne le 23 septembre 2002, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2751> ; DOI : 10.4000/ries.2751

Etude de cas Le Resafad

Une initiative de la coopération française

Jean Valérien

Dans le cadre d'une vision partagée des changements induits par le développement inéluctable des NTIC à l'aube du XXI^e siècle, la coopération française a proposé, dès 1996, à ses partenaires en Afrique francophone de conduire en commun une réflexion/action sur l'utilisation des autoroutes de l'information dans le domaine de l'éducation.

Ainsi est né le réseau africain de formation à distance (Resafad), qui forme des cadres nationaux à l'utilisation des nouvelles technologies pour la formation à distance, à partir de centres de ressources multimédias interconnectés via l'internet, situés dans les capitales des pays partenaires (Burkina Faso, Guinée, Mali, Togo depuis 1997, Bénin depuis janvier 1999), sans doute à court terme à Madagascar et au Sénégal, et jouissant d'une base arrière à Paris dans les locaux de l'Association universitaire pour le développement et l'éducation et la communication en Afrique et dans le monde.

La finalité essentielle de cette initiative est de favoriser l'émergence dans chaque pays participant d'une expertise nationale en matière d'application des NTIC au domaine de l'éducation et de la formation. Seule, cette expertise est capable d'éviter que ne s'accroisse le fossé technologique entre le Nord et le Sud ; elle permet, au contraire, aux pays africains francophones de participer à l'intense activité internationale qui vise à préparer les élèves, les étudiants et les apprenants à la société de l'information.

Un consortium universitaire d'appui, créé sous l'égide du ministère français de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche réunit des spécialistes des universités de Paris VII, Paris VIII, Paris XIII, du Mans, de Rouen et de l'Institut universitaire de formation des maîtres de Versailles.

Les grands opérateurs français (Centre national d'enseignement à distance, Fédération internationale d'enseignement à distance, Groupement pour l'enseignement supérieur sur mesure médiatisé, Institut national pour la recherche informatique appliquée...) et internationaux (Agence de la francophonie, AUF-UREF, UNESCO...) ainsi que des universités africaines sont présents dans le comité de par-

rainage et dans le comité scientifique du Resafad. Des protocoles ou des conventions définissent, pour la plupart des opérateurs, le domaine précis de collaboration.

La méthodologie mise en place par le Resafad tient compte des expériences passées et présentes tant en Afrique que dans les pays industrialisés. Le « modèle » proposé repose sur une approche centrée sur l'apprenant, favorisant l'autoformation assistée, l'enseignement sur mesure et le travail de groupe réel ou virtuel. Les médias utilisés sont différenciés suivant le public visé, ses moyens d'accès, ses compétences techniques et ses objectifs d'apprentissage.

Les actions

Plusieurs activités ont déjà été lancées et de nouvelles applications seront bientôt mises en place : elles concerneront les différents niveaux du système éducatif.

Pour l'année 1998-1999, un diplôme universitaire pour la formation de concepteurs multimédias est proposé par l'université française du Maine en co-responsabilité avec les universités nationales. Cette première offre de formation bénéficie du concours de l'UNESCO, qui a créé fin 1997 une chaire régionale de formation à distance à l'université du Bénin au Togo.

Avec l'appui du consortium, une banque de programmes modulaires de formation à distance (FAD) est en cours de constitution, qui permettra aux agents et aux responsables de la FAD en place d'acquérir de nouvelles compétences répondant à leurs besoins. Cette banque permettra en outre de constituer une offre de formation diplômante de troisième cycle (type DEA pour une orientation vers la recherche ou DESS pour une orientation plus professionnelle).

Toujours au niveau du supérieur, de nombreuses pistes sont en cours d'exploration, allant de la délocalisation de certains premiers cycles en région à une offre de formations terminales de pointe professionnalisantes. On peut citer, à titre d'exemple, le solaire et l'industrie du froid.

Pour l'éducation de base, la mise en place d'une formation des directrices et directeurs d'école, reconnue comme prioritaire par les rencontres internationales spécialisées tenues dans la sous-région (Yaoundé/Unesco, 1995 – Conakry/ACCT, 1996) a constitué le premier grand chantier de Resafad. La production de modules de formation, co-développés à travers le réseau par des concepteurs nationaux de chaque pays participant, est en voie d'achèvement et l'action de formation généralisée sera prise en charge par les centres nationaux.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la demande est de plus en plus forte. En vue d'y répondre, le Resafad organise en 1999 un séminaire sous-régional visant à préparer un plan d'action d'ensemble, concernant à la fois la formation des chefs d'établissement et une auto-formation assistée des enseignants via un dispositif de « campus virtuel ».

Enfin pour ce qui est de la planification et de la gestion administrative, un séminaire interactif via l'internet des responsables de planification a été initié au dernier trimestre de 1998. Il vise au perfectionnement professionnel en ligne des planificateurs avec le concours de spécialistes nationaux et internationaux reconnus. Une des premières applications va être de permettre aux équipes nationales engagées dans l'évaluation du plan Éducation pour tous (EPT) de communiquer et d'échanger.

La liaison entre l'administration centrale et les directions régionales permettra de plus d'explorer les possibilités du dispositif pour la mise en place de la décentralisation.

Les équipements

Dans chaque capitale et dans la base arrière de Paris, l'équipement mis en place par la coopération française comprend un serveur d'informations, un serveur d'édition, des PC multimédias et leurs périphériques (imprimantes, modems, scanner, graveur de cédérom, etc.), regroupés dans une salle de conception et d'édition offrant six à douze postes de travail.

Depuis 1998, dans trois pays, des centres de formation de province commencent à s'équiper selon le même principe.

Les ressources humaines

Au delà d'un tutorat organisé au niveau du réseau, chaque groupe de travail national en formation bénéficie d'une aide importante :

- un assistant technique est présent dans chaque centre ; il assure la mise en place et le suivi du programme, en relation constante avec la base arrière ;
- la base arrière héberge l'équipe de coordination du programme, un ingénieur et un secrétariat.